

Les Algérois ont dit non à la journée sans achat

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3442 - Dimanche 21 décembre 2014 - Prix : 10 DA

Boumerdès

Trois terroristes abattus par un détachement de l'ANP

Page 24



Le SG du FLN répond à l'opposition et parle de la Constitution

Saâdani rassure sur la santé de Bouteflika

Page 3

Baril élevé et baril bas

Par Mohamed Habili

A supposer qu'il soit vrai que les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, encore faut-il commencer par s'assurer qu'il s'agit bien des mêmes causes à l'œuvre dans les cas envisagés. Ceux qui pensent que la forte baisse des cours du pétrole actuel ne manquera pas de se traduire par les mêmes troubles que ceux qui se sont produits dans la deuxième moitié des années 1980, marquées comme on le sait par le contre-choc pétrolier, se trompent du tout au tout, et d'abord en cela que les deux situations, celle d'aujourd'hui et celle de la période prise comme référence, présentent des différences notables. A ne considérer que les faits d'ordre économique, les baisses en question ne peuvent pas avoir les mêmes effets, ni même des effets plus ou moins comparables, pour la bonne raison que la première, celle de 1986, se doublait d'une crise de l'endettement, ce qui n'est pas du tout le cas pour celle d'aujourd'hui. Or non seulement le pays n'est pas endetté pour l'heure, mais il dispose de réserves assez confortables qui lui permettent d'attendre le retournement de conjoncture sans devoir s'endetter dans l'intervalle. Mais supposons néanmoins que la baisse actuelle soit durable, et qu'elle finisse par faire fondre complètement ces réserves.

Suite en page 3

Plus de 5 millions d'électeurs tunisiens votent aujourd'hui

Caid-Essebsi et Marzouki face à l'arbitrage des urnes

Face au sortant Moncef Marzouki, l'ex-Premier ministre et actuel chef de Nidaa Tounès, Béji Caïd Essebsi, fait figure de favori. Marzouki, qui se présente en tant que candidat indépendant, prône le rééquilibrage du paysage politique.

Lire page 2



Ph > D. R.

Dédoulement de la voie ferrée de Béjaïa

Les expropriés et industriels de la Soummam lancent un ultimatum aux autorités

Page 4

Nouvel album de Meriem Beldi

Une «nouba Zidane» au bonheur des mélomanes

Page 13

Lutte contre la violence urbaine à Ali-Mendjeli 20 personnes arrêtées

Les opérations de police mises en œuvre depuis le début de décembre à l'unité de voisinage (UV) n° 14 d'Ali Mendjeli (Constantine) ont été ponctuées par l'arrestation d'une vingtaine de personnes dont plusieurs étaient activement recherchées, a-t-on indiqué samedi à la Sûreté de wilaya. Un lot jugé important d'armes diverses (épées, sabres et bombes lacrymogènes, entre autres) a été saisi lors de cette opération lancée dans le cadre du programme de sécurité arrêté par les responsables de la Sûreté de wilaya pour mettre fin aux affrontements opposant depuis près d'un an, des groupes de jeunes de ce quartier, a-t-on souligné de même source. Cette action de police ciblant les foyers de délinquance de cette unité de voisinage, sera «maintenue jusqu'à ce que ces heurts et ces violences soient définitivement contenus», a affirmé la même source, précisant que des actions de sensibilisation sont parallèlement menées pour prévenir ce type d'agissements. Les actions de police déjà engagées ont donné lieu, il y a plusieurs mois, à l'arrestation de plusieurs dizaines de personnes recherchées qui écumaient plusieurs zones de Ali Mendjeli, a-t-on également affirmé.

K. L.

International crisis group, ICG au sujet du Mali et de la Libye L'engagement de l'Algérie pour une solution pacifique salué

Le Groupe international sur les crises (International crisis group, ICG) a salué samedi, par la voix de son président, Jean-Marie Guéhenno, l'engagement de l'Algérie pour une solution pacifique des crises au Mali et en Libye. «C'était très important pour l'ICG de rencontrer le ministre (des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra), compte tenu du rôle essentiel que joue l'Algérie (...) qui s'est engagée à fond pour la solution pacifique des crises au Mali et en Libye», a déclaré Guéhenno à l'issue d'un entretien avec Lamamra. Il a également rendu hommage à l'Algérie pour sa médiation visant la recherche d'une solution à la crise au Mali et permettant à ce pays d'affirmer sa souveraineté et son intégrité territoriale. Il a indiqué avoir évoqué avec le chef de la diplomatie algérienne l'approche de l'Algérie sur cette question (Mali) et «comment l'Algérie compte apporter son expertise pour la solution de ce conflit», ajoutant que les discussions ont également porté sur la situation en Libye.

Yanis B.

Plus de 5 millions d'électeurs tunisiens votent aujourd'hui

Caid-Essebsi et Marzouki face à l'arbitrage des urnes

■ Face au sortant Moncef Marzouki, l'ex-Premier ministre et actuel chef de Nidaa Tounès, Béji Caïd Essebsi, fait figure de favori. Marzouki, qui se présente en tant que candidat indépendant, prône le rééquilibrage du paysage politique.



Phs/D. R.

Par Yazid Madi

C'est un second tour historique. Caïd Essebsi et Moncef Marzouki, deux finalistes, s'affrontent aujourd'hui au 2^e tour de l'élection présidentielle en Tunisie. Au terme d'une campagne électorale (du 9 au 19 décembre) particulièrement acerbée, les deux candidats finalistes connaîtront, dans les heures qui suivent, le sort que leur réservent les urnes. En tout, ce sont 5,3 millions de Tunisiens qui sont appelés aux urnes pour élire leur nouveau président. Face au sortant Moncef Marzouki, l'ex-Premier ministre, Béji Caïd Essebsi, fait figure de favori. Engagés dans un marathon ardu pour la mobilisation d'environ 5,3 millions de votants depuis le début de la campagne électorale pour le second tour de la compétition pour l'entrée au Palais de Carthage, le chef de Nidaa Tounès, Béji Caïd Essebsi, et le président sortant Moncef Marzouki, ont tenté de conquérir

les électeurs, notamment les indécis. Les deux rivaux ont multiplié tout au long de la campagne meetings, rassemblements, joutes oratoires et même débats télévisés, qui ont été marqués par une confrontation entre deux conceptions. Le parti «Nidaa Tounès» (Appel de Tunisie), vainqueur des législatives, défend une concentration des leviers du pouvoir entre les mains d'un seul parti, alors que Moncef Marzouki, qui se représente en tant que candidat indépendant, prône le rééquilibrage du paysage politique, en mettant en garde contre l'«hégémonie» si les deux têtes de l'exécutif, présidence et gouvernement et le Parlement venaient à être présidés par un seul parti. Pas moins de 1 000 bureaux de vote (en Tunisie et à l'étranger) ont été mis en place pour arbitrer entre M. Essebsi, chef de Nidaa Tounès, arrivé en tête au premier tour avec 39,46% des voix, et le chef de l'Etat sortant, qui en a récolté 33,43%. Pour des raisons sécuritaires, l'Instance supérieure indépen-

dante pour les élections (ISIE) a annoncé que 124 bureaux de vote, situés dans certaines zones frontalières du nord-ouest et du centre-est du pays, n'ouvriront que de 10h00 à 15h00. Les opérations électorales s'effectueront, en majorité, dans les établissements éducatifs. L'ISIE a affirmé être fin prête pour le deuxième tour d'autant que «tous les préparatifs nécessaires ont été menés pour assurer la réussite de cette nouvelle échéance politique». Selon le président de cette instance, Chafik Sarsar, «de nouvelles dispositions ont été décidées pour éviter toute tension devant survenir entre les partisans des deux candidats», notamment la présence d'un seul de leurs représentants au sein du bureau de vote. Le ministère de l'Intérieur a mobilisé 60 000 policiers pour assurer «le bon déroulement» de ce second tour, tandis que le ministère de la Défense a mobilisé 36 000 soldats, 28 000 directement impliqués dans la sécurisation des opérations électorales et 8 000 restants fin prêts pour intervenir «en cas de besoin». Les résultats préliminaires du scrutin

seraient annoncés lundi soir, ou le cas échéant, mardi.

Première présidentielle libre de l'histoire de la Tunisie

Pour la première fois, la Tunisie organise ce dimanche une élection présidentielle libre. Dans ce pays qui fut le berceau des révolutions du printemps arabe, plus de 5 millions d'habitants sont appelés aux urnes, un mois après la tenue d'élections législatives remportées par le parti laïc Nidaa Tounès. Depuis son indépendance, en 1956, jusqu'à la «révolution du Jasmin» en 2011, qui a emporté le président Ben Ali, la Tunisie n'a, en effet, jamais connu de scrutin présidentiel démocratique de cette nature. Malgré une transition de près de 4 ans, marquée notamment par des tensions politiques et sociales et par l'essor de groupuscules armés, la Tunisie a réussi à organiser des élections générales considérées comme démocratiques par la communauté internationale.

Y. M.

Béji Caïd Essebsi, figure de favori

Béji Caïd Essebsi, 88 ans, avocat de formation, était ministre de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires étrangères sous le premier président tunisien Habib Bourguiba, puis président du Parlement en 1990-1991 sous le 2^e président Zine Elabidine Ben Ali. Nommé Premier ministre provisoire en février 2011, M. Essebsi a à son actif le fait d'avoir mené le pays vers les premières élections libres de son histoire en octobre 2011, remportées par le Mouvement islamiste Ennahdha. Son parti Nidaa Tounès, créé il y a seulement deux ans, s'est rapidement imposé sur la scène politique comme le principal adversaire d'Ennahdha et a remporté les élections législatives du 26 octobre dernier. BCE devance son concurrent M. Marzouki de par le nombre de partis qui ont d'ores et déjà annoncé un franc soutien, dont les partis issus du parti du président déchu et dirigés par ceux qui faisaient partie du staff gouvernemental, outre le soutien d'autres partis comme l'Union patriotique libre (UPL) et le Front populaire qui compte onze partis et le mouvement Afaq Tounès sans compter les micro partis. Il se réclame de la pensée de Bourguiba qu'il qualifie de «fondateur de l'Etat moderne» et pendant sa campagne pour la présidentielle il s'est fait le chantre du «prestige de l'Etat».

Y.M.

Moncef Marzouki, un opposant devenu président

Opposant inflexible à Ben Ali, Moncef Marzouki est devenu président en 2011 grâce à l'alliance avec les islamistes d'Ennahdha. S'il veut en finir avec le passé, ses détracteurs lui reprochent de sacrifier ses valeurs pour nourrir ses ambitions. Marzouki, 69 ans, un opposant historique à l'ancien régime tunisien, avait été élu à la présidence provisoire du pays fin 2011 par l'Assemblée Constituante suite à une alliance de son mouvement, le Congrès pour la République (CPR), et du mouvement Ennahdha, vainqueurs des élections d'octobre 2011. Ce médecin neurologue se décrit toujours comme un «enfant du peuple au service du peuple», attaché dans ses discours à «la préservation de l'expérience démocratique». Il a prôné aussi, lors de sa campagne, de donner la priorité en matière de développement aux régions marginalisées. Marzouki bénéficie du soutien de plusieurs partis de droite qui ne pèsent pas lourd sur la scène politique, dont le courant démocratique, le mouvement Wafa, le parti al Bina, dissident du mouvement Ennahdha, et d'autres petits partis islamistes sans représentation parlementaire.

Y.M.

— Le SG du FLN répond à l'opposition et parle de la Constitution —

Saâdani rassure sur la santé de Bouteflika

■ Amar Saâdani, secrétaire général du Front de libération nationale continue de répondre à l'opposition en particulier ceux qui appellent à des élections présidentielles anticipées. Il rassure sur la santé de président Bouteflika et la révision constitutionnelle.



Par Nacera Chennafi

Après ses discours prononcés à l'occasion de ses sorties sur le terrain et ses rencontres avec les militants et les cadres du parti, Saâdani rassure sur les capacités du président Bouteflika pour gérer les affaires de l'Etat. Dans ses réponses à des questions écrites de Reuters, le secrétaire général du vieux parti a déclaré que les «*facultés mentales et cognitives du président algérien Abdelaziz Bouteflika sont intactes et lui permettent de continuer à diriger le pays*». Dans ce cadre, il a ajouté que «*les capacités motrices du président sont réduites en raison de son accident neurologique*

mais il dirige le pays, ses facultés mentales et cognitives sont intactes».

Dans sa réponse à une question relative à l'appel d'une partie de l'opposition à des élections présidentielles anticipées et l'application de l'article 88 de la Constitution, portant déclaration de l'état d'empêchement du président en cas de maladie grave le SG du FLN dira que «*certaines opposants sont impatients mais le peuple a choisi et a légalement élu Abdelaziz Bouteflika en 2014 tout en sachant que ces capacités motrices ont été affaiblies par la maladie*».

Il est à rappeler que le président Bouteflika a été réélu le 17 avril dernier avec plus de 80%

Il est à rappeler que bien avant ses élections, le président Bouteflika a été victime d'un accident vasculaire cérébral qui avait nécessité trois mois d'hospitalisation au Val de grâce à Paris.

Le mois dernier, il a été hospitalisé quelques jours à Grenoble, dans le sud-est de la France, pour des examens médicaux, une information qui a été confirmée par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal lors de sa visite à Paris, le 4 décembre dernier dans le cadre de la réunion du Comité inter-gouvernemental entre l'Algérie et la France.

En réponse à une question sur un probable remaniement ministériel dans le cadre de la prochaine révision de la

Constitution «*je souhaite que le nouveau Premier ministre soit issu de Front de libération nationale*» a-t-il dit. D'autre part, il a indiqué que la prochaine révision constitutionnelle qui sera «*rédigée en 2015 ne contient aucun article qui interdit les services de renseignements algériens (DRS) de s'impliquer dans la vie politique*».

Il est à rappeler que les consultations sur la révision de texte fondamental de la République ont été achevées en juillet dernier et depuis aucune annonce n'a été faite par rapport à la suite de ce processus à l'exception de message du président Bouteflika, dans lequel il a affirmé le maintien de cette révision, alors que les incertitudes commençaient à s'installer.

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune a estimé nécessaire de procéder à une révision constitutionnelle profonde à travers l'ouverture d'un large débat en tenant compte de toutes les propositions dans la rédaction du projet de Constitution qui doit être soumis à référendum, au lieu de le présenter aux deux chambres du Parlement.

Du côté du Front des forces socialistes, la campagne sur le terrain se poursuit pour expliquer son initiative portant organisation d'une conférence de consensus national avec la participation du pouvoir et l'opposition. Ainsi, le premier parti de l'opposition cherche le soutien populaire sachant qu'une partie de l'opposition rejette cette démarche.

N. C.

Aux frontières sud du pays

Gaïd Salah s'enquiert de la disponibilité opérationnelle de l'ANP

Le général de Corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a effectué une visite de travail et d'inspection aux secteurs opérationnels de la 6^e Région militaire à Tamanrasset afin de s'enquérir de la disponibilité opérationnelle des unités de l'ANP aux frontières sud du pays, indique samedi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«*Afin de s'enquérir de la disponibilité opérationnelle des unités de l'ANP, déployées aux frontières sud du pays, et dans le contexte des visites de suivi sur le terrain menées aux différentes régions militaires, le général de Corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état major de l'ANP, a effectué les 17, 18 et 19 décembre 2014, une visite de travail et d'inspection aux secteurs opérationnels de la 6^e Région militaire à Tamanrasset*», relève la même source.

Cette visite «*a permis au général de Corps d'Armée de s'enquérir de près du niveau de disponibilité des unités de la région, et ce à travers l'inspection sur le terrain des dispositifs de défense et du déploiement des forces*

sur les territoires de la région militaire». Le chef d'état-major de l'ANP a tenu, selon la même source, «*diverses rencontres avec les cadres et les personnels des unités chargées de veiller à la protection et à la sécurisation des frontières nationales, déployées au niveau des secteurs opérationnels de Bordj Badji Mokhtar et d'In Guezzam*», note le communiqué.

La visite du général de Corps d'Armée a été clôturée par la tenue d'une rencontre élargie avec les cadres du commandement de la 6^e Région militaire à Tamanrasset.

Lors de cette rencontre, le chef d'état-major de l'ANP s'est enquis du «*bilan des activités opérationnelles pour l'année en cours et a donné les instructions et orientations visant l'amélioration des conditions de vie et de travail au niveau des unités, permettant à la troupe de fournir une meilleure performance dans la sécurisation des frontières et la défense de la patrie*».

Le chef d'état-major de l'ANP a également rencontré les cadres du commandement de la 6^e Région militaire pour «*mettre l'accent sur la nécessité de redoubler d'efforts et de vigilance et d'être en permanente disponibilité pour faire face à toute tentative visant la sécu-*



rité et la stabilité du pays».

A l'occasion de cette visite, le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP «*a posé la première pierre à Tamanrasset pour la réalisation de l'Ecole des cadres de la nation, et a procédé à l'inauguration de quelques infrastructures militaires, à l'instar d'une unité de transport et de contrôle routier*», conclut le communiqué.

Tahar D./APS

LA QUESTION DU JOUR

Baril élevé et baril bas

Suite de la page une

En découlera-t-il inévitablement crise, instabilité, révolte populaire comme l'espère une certaine opposition, d'autant plus radicale et même extrémiste qu'elle ne représente rien ou quasiment ? Rien de moins sûr. Bien que comparaison ne soit pas raison, risquons-en une ne serait-ce que pour souligner ceci que les évidences peuvent être aussi trompeuses que les apparences. Les classes populaires ne sont jamais aussi combattives que dans les périodes de prospérité, contrairement à ce qu'on serait spontanément porté à croire, à savoir que les luttes en général s'intensifient dans les périodes de vaches maigres. Ce n'est pas la paupérisation, ni la misère, qui sont révolutionnaires, mais leurs contraires, la prospérité, l'accroissement de la richesse dans l'ensemble de la société.

Il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à regarder du côté des luttes syndicales, qui en effet se multiplient et aboutissent souvent à des victoires dans les phases de forte croissance et de plein emploi, non dans les phases de récession et de fort chômage, propices quant à elles à la démobilisation, à la régression sociale, au repli sur soi, à la peur de perdre son emploi et ses moyens de subsistance. Pour une économie c'est un signe de bonne santé que la multiplication des conflits. Des travailleurs prompts à débrayer, c'est peut-être le meilleur indice que l'économie va de l'avant. Ce qui est vrai des luttes syndicales l'est également des luttes politiques. Ce n'est pas la misère qui les favorise, mais la prospérité. Dans le cas algérien, c'est le baril cher qui est à même de les susciter, non le baril bon marché. Ce qu'un régime tyrannique, ce qu'on ne peut dire du régime algérien, a à craindre de son peuple ce n'est pas son appauvrissement mais son enrichissement. Les troubles de la deuxième moitié des années 1980 ne sont pas dus à la baisse des cours du pétrole, ni même à l'endettement, mais à la crise politique du régime consécutive à la libéralisation économique. Libéraliser ne pouvait se faire sans une rupture des alliances de classes. Sans crise politique pas d'explosion d'octobre 1988, pas d'ouverture politique, pas de multipartisme. C'est la crise politique non la crise économique qui fait l'histoire. Encore qu'il soit vrai qu'en général les deux se nourrissent l'une l'autre.

M. H.

Appel au boycott commercial

Les Algérois ont dit non à la journée sans achat

■ Un petit tour dans les rues d'Alger nous a édifiés sur la question. Boulangeries, boucheries, marchands de fruits et légumes... sans connaître une affluence des grands jours, étaient largement fréquentés. Dans la matinée d'hier, les marchés et les superettes étaient pleins à craquer.



Commerces et marchés n'ont pas désempilé

plus à quel saint se vouer. «Nous boycottons la viande rouge à longueur d'année», dira Ahmed, un quadragénaire. «C'est tout juste si on arrive à manger des légumes. Pour gérer les fins de mois, nous sommes contraints de consommer des féculents, et à quel prix aussi», se désolait-il. Même affluence que d'habitude. Plusieurs commerçants de la rue Khelifa Boukhalfa n'ont remarqué ni diminution de passage ni baisse des ventes. «C'est une journée comme les autres, je dirais même une bonne journée», confie un vendeur de volailles. «Il n'y avait pas beaucoup de monde, mais c'est comme ça depuis quelques semaines, les gens n'achètent plus beaucoup le poulet à cause du prix qui a augmenté», suppose-t-il. «J'en ai entendu parler très rapidement et je n'ai eu aucun écho de la part des commerçants», explique un vendeur de légumes. «Il n'y a pour l'instant aucun impact potentiel sur les ventes», a-t-il confié. Sofiane, 30 ans, a quant à lui décidé de respecter cette journée sans achat. «La consommation n'est pas une fin en soi. La journée sans achat, c'est vraiment un geste symbolique pour dire basta à la mafia du marché», déplore-t-il. A travers cette action, plutôt pacifique, les initiateurs visent à sensibiliser les consommateurs et dénoncer le diktat des vendeurs. Mais il faudra une initiative d'un autre calibre pour persuader les Algériens à se mobiliser contre la flambée des prix.

M. B.

Par Meriem Benchaouia

Alger n'a pas répondu à l'appel qui a été lancé par l'Association de protection des consommateurs consistant en une journée de boycott des marchés et des commerces. En effet, ces derniers n'ont pas été boudés et les Algérois n'ont pas bousculé leurs habitudes suite à cet appel qui fait état du boycott de plusieurs produits de large consommation comme le lait en poudre, le sucre, le café, l'huile de table et l'huile d'olive, les viandes et la sardine mais aussi les fruits et légumes, les produits en conserve, y compris le thon, les boissons gazeuses et les jus ainsi que les légumes secs. Un

petit tour dans les rues d'Alger nous a édifiés sur la question. Boulangeries, boucheries, marchands de fruits et légumes... sans connaître une affluence des grands jours, étaient largement fréquentés. Dans la matinée d'hier, les marchés et les superettes étaient pleins à craquer. En effet, les Algérois vaquaient pour se rendre comme à l'accoutumée sur les lieux de leurs approvisionnements en produits de large consommation. Au marché Clauzel, à Alger-Centre, les citoyens rencontrés ont estimé que l'initiative était «louable» mais qu'elle a été mal médiatisée. «Pas au courant» sont les mots qui reviennent le plus souvent dans la bouche des

consommateurs et des commerçants lorsqu'ils entendent parler d'une journée sans couffin. «Une journée sans achat ? Je n'ai pas entendu parler de ça», s'interroge un retraité. «Malheureusement, cette journée a été mal médiatisée», estime un autre retraité. Même son de cloche au marché couvert de Meissonier. Samia, maman de 2 enfants, estime même que c'est une démarche contradictoire. «Si les commerces sont ouverts, c'est bien parce qu'il y a une demande de la clientèle». Selon elle, les prix sont excessifs et «on n'en peut plus ! Je suis prête à me priver pour la bonne cause si cela peut apporter des résultats dans ce pays !» «Si on avait su on aurait pu ne rien acheter

aujourd'hui, mais nous n'étions pas au courant», expliquent deux femmes sortant d'un magasin, chacune un sac à la main. «Un jour sans achat c'est bien, et ce n'est pas grand-chose de se priver seulement un jour», poursuit l'une d'elle. «J'aurais suivi ce mouvement si j'avais su, affirme l'autre jeune femme. C'est important d'être solidaire, de se rassembler et de poser de petits gestes significatifs», a-t-elle ajouté. Y a pas à dire, le coût de la vie est devenu infernal, tous les produits agricoles frais, c'est-à-dire la tomate, la patate, le poivron ou la laitue ont enregistré une hausse scandaleuse. Exacerbées par la hausse des prix des produits alimentaires, les petites bourses ne savent

Dédoulement de la voie ferrée de Béjaïa

Les expropriés et industriels de la Soummam lancent un ultimatum aux autorités

Le projet de dédoublement et de modernisation de la voie ferrée reliant Béjaïa à Béni Mansour, sur une distance de 87 kilomètres, provoque une vive résistance chez les expropriés et les opérateurs économiques et industriels de la vallée de la Soummam. Ces derniers multiplient les réunions de concertation et d'évaluation des contacts et démarches entrepris et courriers adressés aux autorités. Hier, ils ont tenu une nouvelle rencontre à Ouzellaguene afin d'étudier les moyens et les voies de recours pour contrer le nouveau tracé et faire pression sur les autorités afin de lancer un nouveau de nature à minimiser les dommages. Les conclaveistes étaient nombreux à participer à la réunion, tenue sous la houlette de l'association de la défense des citoyens. Les opérateurs économiques et industriels de la Soummam ont lancé un ultimatum aux autorités afin de trouver une solution pour éviter la démolition de 28 unités industrielles, 1 500 maisons dont une bonne partie de villas (R+3), 2 mosquées, 5 cimetières, 5 écoles dont 1

CEM. Ceci sans compter plus de 9 000 emplois directs et des milliers indirects. Des milliers de personnes seront également privées de nourriture avec la mise au chômage forcé de ces travailleurs. Ils ont décidé d'accorder un délai de deux semaines aux autorités pour réagir et changer le tracé avant de passer à l'action et organiser une marche qui sera ponctuée par un rassemblement de protestation devant le siège la wilaya. Khodir Aït Braham, qui nous a contactés, a déploré le fait que «les responsables d'un tel projet osent maintenir un tracé visant à ruiner l'économie de toute une région considérée comme le fleuron de l'industrie agroalimentaire du pays et la plus importante en termes de projets d'investissements privés (PME-PMI)». Il dira que les 28 unités et les 1 385 hectares de terres de fort rendement agricole seront touchés entre Béni Mansour et Sidi-Aïch (Tazmalt, Toghza, Akbou, Ouzellaguene Takarietz, Souk Oufella, El-Flaye et Sidi Aïch). Pour ce dernier et d'autres industriels, commerçants, expropriés, paysans et éleveurs, «il n'est

pas question qu'on laisse une telle entreprise de destruction du tissu industriel de la région sans rien faire». Et de poursuivre : «On ne peut pas être contre un projet de développement que nous même voulions, mais pas à n'importe quel prix». «Nous sommes pour un développement intelligent», dira M. Aït Braham qui regrette le fait qu'aucun responsable n'a daigné les recevoir ou répondre à leur requête. Et d'ajouter menaçant : «On ne tolérera jamais qu'une réalisation quelconque soit faite au détriment des acquis socio-économiques, chèrement payés et au terme d'une cinquantaine d'années de labeur». La messe est dite. D'autres industriels estiment que le tracé peut être changé

ou rectifié du moment que la trajectoire initiale avait été modifiée. Pour M. Aït Braham, «ce projet peut bien être réalisé sur l'ancienne voie qui dispose de 35m de servitude de passage». Pour ces derniers, il est possible de réaliser une deuxième voie en longeant de près l'ancien rail. Mais ce qui leur a fait le plus mal c'est le fait que les autorités n'ont pas répondu au cri de détresse qu'ils ont lancé depuis longtemps. «Nous avons alerté les autorités compétentes en leur demandant de diligenter une commission d'enquête devant permettre de faire la lumière sur les tenants et les aboutissants de cette affaire», déclarent des participants.

Hocine Cherfa

Le marché confié à un groupement de sociétés

LE MARCHÉ portant réalisation du projet de dédoublement et de modernisation de la voie ferrée Béjaïa-Béni Mansour sur 87 km a été attribué, le 2 décembre dernier, par l'Agence nationale d'études et suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif) à Estel RA, un groupement composé de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) et la société allemande Siemens. Le montant de ce contrat s'élevait à 95 millions d'euros et les délais de livraison seraient de 3 ans.

H.C.

Accord d'association Algérie-UE

Quinze projets de jumelage seront lancés en 2015

■ La troisième phase du P3A dotée d'un budget de 36 millions d'euros et qui démarre pour une durée de 4 ans, «a considérablement étendu le champ des secteurs considérés».



Par Tarek F.

Lancé vers la fin de l'année 2007 pour faciliter la réussite du partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne, le programme d'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association entre les deux parties (P3A) a touché une large part de l'administration algérienne en «répondant à ses attentes en matière de progrès et d'acquisition de connaissances», a affirmé jeudi à Alger le directeur de ce programme, Saïd Benmerad.

«En huit ans d'existence, le P3A a progressivement touché une part très importante de la sphère publique algérienne, répondant à ses attentes en matière de progrès et d'acquisition de connaissances», a-t-il

indiqué à l'occasion d'un atelier sur le bilan et les perspectives du P3A.

rapport aux besoins de l'administration algérienne pour la mise en œuvre de l'accord d'associa-



Relevant la pertinence de ce programme multisectoriel par

tion, Benmerad a fait remarquer que cette pertinence a été souli-

gnée tant par le ministère des Affaires étrangères que par le ministère du Commerce et par toutes les administrations bénéficiaires. Selon ce responsable, le montage du P3A a permis, dans le cadre de ses activités, de contribuer à l'amélioration de la coopération économique, de la protection du consommateur, du domaine de la justice et de progresser sur les normes et la conformité.

Détaillant les réalisations du P3A, le directeur du programme a fait savoir que le jumelage institutionnel, considéré comme instrument clé du programme P3A, a permis de «construire un véritable partenariat privilégié» dont les activités couvrent 28 secteurs au profit de 14 ministères.

«Sur les 14 jumelages réalisés ou en cours, 13 se rattachent au domaine de la coopération économique», a-t-il précisé.

Evoquant le TAIEX, autre instrument de coopération administrative entre l'Algérie et l'UE, Benmerad a affirmé que «90 opérations TAIEX ont été réalisées et 37 autres sont en instance».

Dans le cadre de l'instrument Sigma, seuls 3 projets ont été inscrits dont deux ont été menés d'avril 2012 à décembre 2013, l'un concernant le développement de la Fonction publique et un autre concernant une revue par les pairs de la Cour des comptes, a-t-il souligné.

Cependant, a-t-il poursuivi, plusieurs études notamment sur l'avancement de l'accord d'association ont été réalisées et de

nombreuses autres actions ponctuelles ont été menées afin de répondre à des demandes d'appui urgentes nécessitant une réponse dans un court délai.

S'agissant de la troisième phase du P3A dotée d'un budget de 36 millions d'euros et qui démarre pour une durée de 4 ans, cette nouvelle étape «a considérablement étendu le champ des secteurs considérés qui ne sont pas à caractère économique», a-t-il ajouté. Ainsi, 12 à 15 projets de jumelage seront lancés en 2015 et 200 autres opérations seront menées, a-t-il prévu. Le P3A est un programme qui bénéficie de phases de financement successives dont la première a débuté en décembre 2007. Cette phase dotée d'un budget de 10 millions d'euros, a ciblé prioritairement les volets économiques et commerciaux de l'accord d'association. La deuxième phase, lancée en mai 2012 a été dotée de 29 millions d'euros. Le P3A a été ainsi élargi à la coopération à de nouveaux secteurs tels que la pêche, l'agriculture, la justice, les transports ainsi que la gestion des finances publiques pour laquelle un appui spécifique de 5 millions d'euros a été octroyé.

T. F./ APS

Changes

L'euro termine la semaine en baisse face au dollar

L'EURO A clôturé la semaine en nette baisse face à un dollar revigoré par l'éventualité d'une normalisation de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) alors que s'achevait la dernière semaine complète d'échanges de l'année. La monnaie européenne valait 1,2233 dollar vendredi soir, contre 1,2287 dollar jeudi soir. Elle progressait un peu face à la monnaie nippone, à 146,28 yens contre 146,00 yens jeudi soir, comme le dollar, qui s'échangeait à 119,58 yens contre 118,81 yens la veille. L'euro a fortement baissé depuis mercredi, «essentielle-ment du fait de commentaires de la Réserve fédérale américaine qui a tenté de rassurer les investisseurs en réitérant son intention de relever les taux directeurs américains l'année prochaine», commentait un analyste chez FXTM.

Une hausse de taux rendrait le dollar plus rémunérateur et donc plus attractif pour les investisseurs.

Le billet vert était de plus soutenu par l'annonce jeudi d'une baisse plus forte que prévu des inscriptions au chômage la semaine dernière, un indicateur de bon augure pour la santé du marché du travail alors que celle-ci est présentée par la Fed comme l'élément clef pour déterminer sa politique monétaire.

R. E.

Cours à New York

Le baril du pétrole rebondit

Les cours du pétrole coté à New York ont fortement rebondi vendredi, le marché tentant de trouver un équilibre dans un contexte d'inquiétudes persistantes sur le surplus d'offre. Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en janvier, a pris de 2,41 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex) pour s'établir à 56,52 dollars, effaçant totalement sa chute de la veille à des niveaux de clôture sans précédent depuis début mai 2009. Les prix du pétrole étaient en hausse en cours d'échanges européens après s'être rapprochés de leurs plus bas niveaux en cinq ans et demi, mais les fondamentaux restent baissiers et les marchés se préparaient à une période de volatilité. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 60,01 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 77 cents par rapport à la clôture de jeudi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en janvier, dont c'est le dernier jour de cotation pour ce contrat, gagnait 72 cents à 54,83 dollars. Les prix du Brent et du WTI ont flirté, à 59,09 dollars et 54,11 dollars respectivement, avec leurs plus bas niveaux en cinq ans et demi dans la matinée de vendredi, avant de se stabiliser. «Même si le Brent a clôturé (jeudi) et ouvert juste sous les 60 dollars, le fait que le pétrole se maintienne autour de ce niveau inspire confiance aux

marchés», notait un analyste. «Les marchés financiers ont l'air de s'être stabilisés et, en l'absence de données et événements économiques pendant la semaine de Noël, nous pourrions bien vivre une période de calme», ajoutaient-ils. Les prix du pétrole devraient rester déprimés durant le premier semestre 2015, avant de commencer à se reprendre lentement dans la deuxième moitié de l'année grâce notamment à un réajustement de l'offre. Les prix bas du pétrole vont pousser certains producteurs, dont les producteurs américains de pétrole de schiste - plus coûteux à extraire - à réduire leurs investissements. Les cours du pétrole ont perdu environ 50% depuis la mi-juin, grevés par l'abondance de l'offre, le renforcement du dollar et la faiblesse de la demande dans un contexte de ralentissement de l'économie internationale.

Le pétrole termine à 60,51 dollars à Londres

Les cours du pétrole gagnaient toujours du terrain vendredi en fin d'échanges européens, mais le marché restait inquiet sur l'abondance de l'offre. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 60,51 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,24 dollar par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en

janvier, dont c'est le dernier jour de cotation, gagnait 1,99 dollar à 56,10 dollars. «Les prix du pétrole ont continué de trouver du soutien, cependant au vu de la baisse soutenue depuis leurs plus hauts niveaux de la mi-juin, il reste à voir si ce sursaut n'est pas juste un rebond technique à l'approche des fêtes, alors que les opérateurs de marchés ferment leurs positions», observaient des analystes. Les cours du pétrole ne sont pas à l'abri de mouvements brusques pendant la période des fêtes, estimaient-ils. «La volatilité (du marché) a tendance à s'accroître lorsqu'il y a moins de monde car les volumes d'échanges sont moindres», notaient-ils. Les marchés sont alors à la merci d'une «poignée» d'opérateurs avec des positions vendeuses ou acheteuses, soulignaient-ils. Pour le moment, les prix du pétrole semblent s'être stabilisés au niveau auquel beaucoup de ministres de Pétrole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) faisaient référence lors de la dernière réunion de l'organisation, commentaient-ils. Des experts soulignaient également que des producteurs américains et canadiens commençaient à réduire leur dépenses d'investissements. «Nous avons noté que les coupes budgétaires aux Etats-Unis devraient avoir un impact sur la production de pétrole à partir du deuxième semestre 2015. Nous estimons que la croissance de la production américaine va ralentir à partir de la deuxième moitié de l'année», ajoutaient-ils.

El Hadi K.

Béchar

Un barrage pour booster le secteur agricole

■ Ce projet hydraulique, une fois concrétisé, aura un impact certain sur le développement du secteur agricole dans la commune d'Igli qui dispose d'un potentiel avéré dans ce domaine.

Par Bachir T./APS

La wilaya de Béchar entend construire, dans le cadre du programme quinquennal 2015-2019, le barrage de Lakhneg, dans la commune d'Igli (160 km au sud de la ville), qui permettra de développer les activités agricoles dans cette région, ont indiqué des responsables locaux de cette collectivité. Cet ouvrage permettra également d'assurer un important apport et satisfaire la demande en eau potable des habitants de cette collectivité, ont-ils précisé.

Ce barrage, destiné à la retenue des eaux de Oued Saoura, aura une capacité de stockage entre 40 à 60 millions de mètres cubes. Il s'ajoutera à deux autres ouvrages similaires à réaliser dans les communes de Béchar et Béni-Ounif (110 km au nord du chef-lieu de wilaya) au titre du même programme quinquennal, a indiqué le chef du service des ressources en eau de la commune d'Igli.

Ce projet hydraulique, une fois concrétisé, aura un impact certain sur le développement du secteur agricole dans la commune d'Igli qui dispose d'un potentiel avéré dans ce domaine, a



Ph. DR

souligné, de son côté, le responsable du service de l'agriculture de cette collectivité. L'opération de mise en valeur des terres sahariennes avec plus de 3 000 hectares est tributaire de la réalisation du barrage de Lakhneg qui devra, à l'avenir, satisfaire la demande en eau pour l'irrigation agricole et l'extension, dans une première phase, à plus de 10 000 hectares cette activité dans cette zone à vocation purement agricole et touristique, a

ajouté le même responsable. Outre le renforcement de l'AEP au profit des habitants de cette commune qui compte actuellement plus de 9 000 âmes, le futur barrage de Lakhneg pourra aussi être un atout pour le développement des activités touristiques à travers la création d'activités liées aux sports nautiques, à la pêche, aux randonnées touristiques et de découvertes et aux loisirs, grâce à son lac qui s'étendra sur plus de 12 600 km²,

a-t-on signalé. Le projet de réalisation dudit barrage, projeté dans le cadre du prochain quinquennat de développement (2015-2019), s'inscrit également dans le cadre d'un vaste programme de mobilisation des eaux superficielles de la wilaya de Béchar, préconisé par le ministère des Ressources en eau (MRE), au profit de cette région dans le sud-ouest du pays.

B. T./APS

Illizi

Les programmes de développement sur la bonne voie

La présentation du bilan des programmes de développement dans la wilaya d'Illizi a été au centre d'une réunion qui s'est tenue jeudi après-midi au siège du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, sous la présidence de son secrétaire général, Ahmed Adli, et en présence du wali d'Illizi, Medhoui Ali, et des cadres centraux.

Dans une déclaration à la presse, M. Medhoui a précisé que «cette réunion a permis de présenter l'état de développement dans la wilaya d'Illizi qui

connaît une importante dynamique de développement à travers la réalisation de différents programmes dont certains ont été achevés, d'autres en voie de réalisation et certains pas encore lancés pour diverses raisons». Le wali d'Illizi a fait savoir que «226 programmes de développement d'une valeur de plus de 184 milliards de centimes ont été réalisés dans la région durant la période allant de 2000 à ce jour. Ils ont tous été achevés à l'exception de 720 projets qui sont en cours de réalisation». «Je

crois qu'il y a une grande satisfaction au niveau local concernant le développement atteint dans la wilaya grâce aux programmes de développement mis en œuvre depuis 2000», a indiqué M. Medhoui, estimant qu'«il n'y a pas de grand déficit en matière de développement dans la wilaya». Le développement dans la wilaya d'Illizi «est sur la bonne voie», a précisé le responsable. Selon lui, les projets de développement réalisés ont eu un impact positif sur l'amélioration du niveau de vie des

citoyens, notamment en matière d'éducation, d'approvisionnement en eau potable et de raccordement à l'électricité et au gaz avec un taux excédant les 90%.

S'agissant des infrastructures, M. Medhoui a fait savoir que la wilaya d'Illizi disposait d'un important réseau routier national bitumé qui relie les différentes communes de la wilaya. Néanmoins, un déficit est à déplorer en matière de matériaux de construction et de bureaux d'études, a fait remarquer le responsable.

Amir G./APS

Un gros budget pour renforcer un tronçon routier

Une enveloppe financière de plus de 300 millions dinars a été réservée en 2014 à la wilaya d'Illizi pour le renforcement et la modernisation d'un axe de la route nationale (RN-53) menant vers la commune frontalière de Debdeb, a-t-on appris auprès des responsables du secteur des travaux publics (DTP).

Le marché a été confié à une entreprise privée pour la concrétisation de cette opération longue de 20 km, dont les chantiers seront lancés au début de l'année 2015, a indiqué le chef de service des infrastructures de base à la DTP, Mariouma Abderrahmane.

Ce projet permettra, une fois concrétisé, une meilleure fluidité de la circulation pour les usagers de cet axe routier, et contribuera également à la dynamique économique que connaît cette collectivité, a-t-il ajouté. Par ailleurs, deux appels d'offres ont été lancés récemment dans cette wilaya. Le

premier concerne un projet de réalisation de chemin de wilaya (CW) N°2 qui reliera le chef-lieu de wilaya et la région de Oued Semen sur une distance de 150 km, selon la même source.

La deuxième opération projetée vise la réalisation d'une route nationale RN-54, qui reliera la commune de Bordj Omar Driss (wilaya de Illizi) et la région d'Amguid (wilaya de Tamanrasset) sur une distance similaire, un axe qui pourra dans l'avenir servir les deux wilayas, a fait savoir le DTP de Illizi.

Ces actions d'importance vitale programmées par le secteur des travaux publics permettront, outre la fluidité et la sécurisation de la circulation, de réduire les distances entre Illizi et les wilayas limitrophes. Elles offrent également une multitude d'opportunités de création d'espaces d'activités commerciales et autres, tout au long de ces axes, au profit des jeunes de ces régions éloignées, a-t-on signalé.

A.G.

Oran

Abattage de 1 245 chiens errants

LE BILAN définitif d'une battue administrative entamée le 9 décembre dernier dans le cadre d'une campagne d'assainissement de l'environnement urbain de zones d'habitats de la wilaya d'Oran s'est soldé par l'abattage de 1 245 chiens errants et 22 sangliers, a-t-on appris auprès des services de la wilaya d'Oran.

Cette opération d'abattage, qui s'est étalée sur une semaine, avec la participation des présidents des Assemblées communales (P/APC), la Conservation des forêts, l'association des chasseurs de la wilaya, en coordination avec les services de la sûreté, de la Gendarmerie nationale et la Protection civile, a touché toutes les agglomérations urbaines de la wilaya et s'est soldée par l'élimination de 1 245 chiens et 22 sangliers, a-t-on indiqué de même source, signalant que les chiens errants et les sangliers représentent une véritable menace sur la santé publique et la sécurité du citoyen.

Adrar

Un mort dans un accident de la route

UNE PERSONNE est morte est quatre autres ont été blessées suite à un accident de la circulation survenu la nuit de jeudi à vendredi près d'Adrar, a-t-on appris vendredi auprès des services de la Gendarmerie nationale. L'accident s'est produit au niveau de la RN-51, à 20 km de la commune d'Aoulef, à l'est de la wilaya, lorsqu'un véhicule touristique avec cinq occupants à son bord venant de la ville d'Adrar a heurté de plein fouet un chameau, tuant sur le coup une personne et causant des blessures à différents degrés à quatre autres, selon la même source. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité pour déterminer les causes exactes de cet accident.

R.R.

Jijel

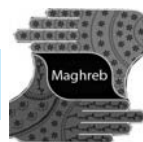
Un quota de 720 logements pré-affecté

Un quota de 720 logements publics locatifs (LPL) vient d'être pré-affecté à ses bénéficiaires dans la commune d'El Milia (Jijel), a-t-on appris auprès du chef de daïra, Tayeb Aouadi. L'affichage des listes des postulants à ces logements sociaux, situés au lieu-dit Boutiès, n'a pas suscité de contestation, un fait «suffisamment rare pour mériter d'être signalé», a commenté M. Abdelaziz B., commerçant dans cette localité. «Nous avons œuvré dans le strict respect des textes réglementaires régissant

l'attribution des logements, et dans la transparence totale», a affirmé le chef de daïra, précisant que les citoyens s'estimant lésés disposent d'une période de huit jours pour déposer un recours.

Sur le quota pré-affecté, 288 unités profitent à des bénéficiaires «mariés et âgés de moins de trente-cinq ans», a encore indiqué M. Aouadi, affirmant que 840 autres LPL seront distribués à El Milia «avant fin 2015».

H.S.



Reportage du Washington Post

Le Sahara occidental, dernière colonie en Afrique

■ Le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, a écrit le quotidien américain Washington Post dans un reportage illustré de plusieurs photos et intitulé «Une ligne dans le sable : lutte contre 40 ans d'exil dans le désert du Sahara occidental».

Par Slim T./APS

«**T**erritoire de la taille du Royaume-Uni qui s'étend le long de l'océan Atlantique entre le Maroc et la Mauritanie, le Sahara occidental est techniquement la dernière colonie africaine. Il n'a jamais obtenu son indépendance lorsque l'Espagne est partie en 1975», a précisé le journal dans ce reportage publié récemment.

Le territoire a été envahi par le Maroc qui l'a «divisé en deux par un mur de sable long de 1 600 miles et entouré de quelque 9 millions de mines terrestres», ajoute le Washington Post.

Le gouvernement marocain a installé «quelque 300 000 colons dans ces territoires, ce qui a déclenché une guerre de 16 ans entre Rabat (la capitale du Maroc) et le mouvement indépendantiste sahraoui le Front Polisario et l'armée populaire de libération sahraouie (SPLA)», rappelle le journal.

«La guerre, qui a forcé plus de 150 000 Sahraouis à l'exil à travers la frontière dans les camps de réfugiés algériens, a officiellement pris fin en 1991, mais le Front Polisario a menacé de reprendre les combats au cours de la dernière décennie. L'année prochaine marquera 40 années d'exil forcé pour les Sahraouis».

En novembre 2014, le reporter photographe Tomaso Clavarino a sillonné «les bases militaires au Sahara occidental et celles des cadets de la SPLA qui se battent pour l'indépendance

sahraouie» dans ce qu'il décrit comme l'une des «crises les moins couvertes dans le monde».

«Le Front Polisario est prêt à reprendre les armes vu que la communauté internationale et la Minurso (Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental) ont été incapables de résoudre la crise en 40 ans», dit Clavarino dans son récit illustrant les photos de militaires sahraouis en parade, ou lors de manœuvres ainsi que des femmes sahraouies manifestant pour l'indépendance de leur pays.

«Les Sahraouis vivent en exil depuis 1975, (leur pays) a été annexé par le Maroc, et depuis 1991 la Minurso a travaillé au Sahara occidental pour organiser une solution politique négociée pour l'indépendance de cette région», rapporte le photojournaliste.

Clavarino a eu accès aux bases militaires au Sahara occidental, a accompagné les patrouilles de lutte contre le terrorisme dans le désert et a assisté à des exercices militaires et des défilés.

Il a parlé avec les ministres du Front Polisario, les commandants de l'armée sahraouie et «des activistes qui ont fui le Maroc et les territoires occupés, où il y avait la violence quotidienne contre les Sahraouis».

L'auteur du reportage a visité des camps de réfugiés et a vu «les difficultés de la vie depuis 40 ans dans des tentes et des mai-



Gdeim Izik, symbole de la répression marocaine

sons de fortune et en comptant sur l'aide humanitaire qui, avec la croissance de la menace terroriste dans la région au cours des trois dernières années, a diminué de près de 70%».

Le gouvernement sahraoui réaffirme «son engagement pour la lutte antiterroriste»

L'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd) Brahim Ghali, a réaffirmé, jeudi à Alger, l'engagement de son pays à poursuivre la lutte antiterrorisme, conformément à ses engagements internationaux, affirmant que les groupes terroristes «sont financés avec les fonds du trafic de stupéfiants dont le Maroc est le premier producteur et exportateur».

Brahim Ghali a précisé dans

une déclaration à l'APS, en réponse aux informations publiées par la presse étrangère selon lesquelles il y aurait un terroriste sahraoui au Mali, que «la RASD réitère son engagement pour la lutte antiterroriste conformément à ses obligations internationales dans le cadre des chartes et traités de l'Union africaine».

Après avoir rappelé que son pays «a été victime d'une attaque par les groupes terroristes au nord du Mali en octobre 2011», M. Ghali a souligné que ces derniers «sont financés par les fonds du trafic de stupéfiants dont le Maroc est le premier producteur et exportateur dans le monde, ce qui constitue une menace à la sécurité et à la stabilité de la région».

Le responsable sahraoui a encore précisé que «ce n'est pas

la première fois que des médias nous attaquent et nous portent des accusations infondées», soulignant, à ce propos, que les parties qui font circuler «ces informations mensongères sont connues».

M. Ghali a démenti «catégoriquement» l'existence d'éléments du Front Polisario au sein de groupes terroristes, précisant que cela va à l'encontre des principes et orientations du Front Polisario.

«Il y a des intentions inavouées derrière ces accusations contre l'Etat sahraoui», a-t-il souligné.

M. Ghali a indiqué que la RASD réaffirme par ailleurs son engagement à contribuer «au règlement de la crise au Mali dans le respect de la souveraineté de ce pays».

Slim T./APS

Libye

Les pays de la région sahélo-sahélienne appellent à la stabilisation

Les pays de la région sahélo-sahélienne ont appelé, jeudi, à la stabilisation en Libye, lors d'un sommet régional à Nouakchott.

«L'UA, le Processus de Nouakchott, tout le monde va se mobiliser pour offrir l'aide nécessaire aux frères en Libye», a déclaré aux journalistes le commissaire de l'UA (Union africaine) à la paix et à la sécurité, Smâil Chergui.

«Nous allons devoir faire face à tous les défis sécuritaires très graves qui émanent de ce pays», a-t-il ajouté lors de cette réunion des pays du «Processus de Nouakchott» (Algérie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Libye, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal et Tchad), évoquant la menace jihadiste et les trafics d'armes et de drogue.

«Nous restons particulièrement préoccupés par la situation en Libye, où la violence et le terrorisme s'accroissent», a déclaré le chef de l'Etat mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, président en exercice de l'UA, au cours d'un point de presse.

M. Abdel Aziz a émis l'espoir que «les pourparlers entre les parties libyennes sous l'égide du Groupe international de contact sur la Libye puissent aboutir à une sortie de crise». Il a par ailleurs exprimé l'inquiétude des chefs d'Etat «face aux crimes innombrables commis par Boko Haram en dépit des efforts déployés par les autorités nigérianes et des pays voisins», en référence au groupe armé du nord de ce pays, dont les opérations débordent largement les frontières.

Les participants ont adopté des mesures pour «renforcer la sécurité aux frontières», en particulier «la mise en place d'unités mixtes et de patrouilles conjointes», selon le communiqué final.

Elles visent à créer «une capacité de réponse immédiate aux crises du Sahel», dont la mise en place sera définie au cours d'une réunion des ministres de la Défense et de la sécurité au Mali «au plus tard en février», selon le texte.

Selon un rapport établi par des experts en vue de la réunion, ces «unités mixtes prendraient la forme de groupements de

1 000 à 1 500 personnels en uniforme, avec des unités d'infanterie, des forces spéciales». Ce sommet, le premier depuis le lancement en mars 2013 du Processus de Nouakchott, initiative destinée notamment au «renforcement de la coopération sécuritaire», se déroulait en présence des présidents de Mauritanie, du Burkina Faso, du Mali, du Sénégal et du Tchad.

Cinq des pays présents, composant le «G5 Sahel» le Burkina Faso, la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad, se retrouveront vendredi à Nouakchott pour un sommet de ce groupement, a annoncé une source officielle mauritanienne.

Le président malien appelle l'ONU à trouver une solution au «guépier» du sud libyen

Le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, a appelé mardi la communauté internationale à mettre fin à l'instabilité dans le sud libyen, «guépier» et «marché fabuleux d'armes à destination de nos pays», à Dakar au premier Forum interna-

tional sur la paix et la sécurité en Afrique.

«La source c'est là-bas, dans le sud libyen», a déclaré M. Keïta, évoquant les convois d'armes interceptés et se demandant «combien avaient pu passer sans qu'on le sache et combien pourraient passer encore sans la vigilance quotidienne de Barkhane ?» «Il faut que la communauté internationale se convainque qu'il y a un travail à achever dont nous sommes la victime collatérale», a insisté le président malien.

«Et nous le resterons et le demeurerons tant qu'une solution appropriée ne sera pas trouvée à ce guépier-là», a-t-il insisté, exhortant son homologue tchadien Idriss Deby, présent au Forum et dont le pays siège au Conseil de sécurité, à saisir l'ONU de la situation dans le sud libyen. M. Deby a plaidé pour une «mutualisation des efforts» face au «terrorisme, fléau qui n'a pas de visage, n'épargne aucun pays», estimant qu'«il ne peut y avoir des réponses nationales d'une part, et des réponses continentales, d'autre part».

Yanis F.



Cyber-attaque contre Sony

Pyongyang propose une enquête conjointe

■ La Corée du Nord a proposé hier aux États-Unis une enquête conjointe sur la cyber-attaque massive dont a été victime fin novembre le groupe Sony Pictures et a nié en être responsable, au lendemain de menaces de rétorsion du président Obama contre Pyongyang.

Par Ali O.

«**P**uisque les États-Unis répandent des allégations sans fondement, nous leur proposons une enquête conjointe», a indiqué le ministère nord-coréen des Affaires étrangères.

«Sans aller jusqu'à recourir à la torture comme l'a fait la CIA américaine, nous avons les moyens de prouver que nous n'avons rien à voir avec cet incident», a ajouté le ministère, cité par l'agence de presse officielle KCNA.

«Nous ne tolérons jamais que qui ce soit insulte notre plus haute autorité», a ajouté le ministère, en référence au film «L'interview qui tue», une comédie satirique sur un complot fictif de la CIA pour assassiner le leader nord-coréen Kim Jong-un.

Sony a finalement renoncé à sortir en salles cette comédie après la cyber-attaque d'envergure revendiquée par le groupe de pirates informatiques GOP («Guardians of Peace»), au cours de laquelle d'innombrables informations ont été dérobées et certaines mises en ligne.

Sony a aussi reçu des menaces évoquant les attentats du 11-Septembre pour les salles qui diffuseraient la comédie.

«Au cas où nous aurions à exercer des représailles, nous ne mènerions pas d'attentats terroristes contre des spectateurs innocents dans des cinémas mais des



PH. > D. R.

attaques frontales contre ceux qui se livrent à des activités hostiles» contre la Corée du Nord, poursuit le ministère nord-coréen.

Les États-Unis s'exposent à «de graves conséquences s'ils refusent notre proposition (d'enquête conjointe) et continuent de se répandre sur des supposées

représailles contre nous», conclut le ministère. Vendredi, le président Barack Obama avait promis que les États-Unis «répondraient» à la Corée du Nord, désignée comme l'auteur de la plus grave cyber-attaque jamais menée dans le pays.

Parlant à la presse après que le FBI eut imputé la responsabilité de l'attaque à Pyongyang, Obama a affirmé que Washington ne céderait jamais devant «quelque dictateur que ce soit».

«Nous pouvons confirmer que la Corée du Nord s'est engagée dans cette attaque», a-t-il dit.

«Nous répondrons de manière proportionnée et nous répondrons à un moment, à un endroit et d'une

manière que nous choisirons», a prévenu le président américain lors d'une conférence de presse, excluant qu'un autre pays ait agi avec Pyongyang. Hier, la Corée du Sud a accusé son voisin du Nord d'avoir mené les cyber-attaques contre le groupe Sony Pictures.

Le ministère sud-coréen des Affaires étrangères a en effet relevé «des similitudes entre les attaques contre Sony Pictures et celles menées contre des banques sud-coréennes et d'autres (entités) en mars l'an dernier».

Une enquête officielle avait rendu responsable l'agence nord-coréenne du renseignement de ces attaques qui avaient entraîné la fermeture complète des réseaux

des télévisions KBS, MBC et YTN, et paralysé les opérations de trois banques sud-coréennes.

Séoul a indiqué être prêt à partager avec les États-Unis les informations «liées à la cyber-attaque contre Sony» et à renforcer la coopération internationale pour faire face à de nouvelles menaces informatiques.

Le Japon a envoyé le même message. Un porte-parole du Premier ministre Shinzo Abe a déclaré à l'AFP que «le gouvernement japonais communique étroitement avec les États-Unis et soutient leur approche sur cette question».

Barack Obama avait estimé vendredi que Sony Pictures Entertainment (SPE) avait commis «une erreur» en annulant la sortie en salles de «L'interview qui tue».

«Nous ne pouvons pas avoir une société dans laquelle un dictateur quelque part peut commencer à imposer une censure ici aux États-Unis», avait insisté le président américain.

Le patron de Sony Pictures, Michael Lynton, avait quant à lui vigoureusement défendu son groupe.

«Le président, la presse et l'opinion se trompent sur ce qui s'est réellement passé», a-t-il assuré, affirmant avoir été forcé de renoncer à sortir «L'interview qui tue!» pour Noël car les chaînes de cinéma avaient «appelé une par une» pour dire qu'elles ne le projetteraient pas, face aux menaces proférées par les pirates informatiques.

Outre le vol de données sensibles concernant SPE et la vie privée de ses employés, le piratage a «détruit» le système informatique du groupe en «rendant inopérables plusieurs milliers d'ordinateurs», a expliqué le FBI vendredi.

Il pourrait en coûter un demi-milliard de dollars au studio, selon des experts.

A. O.



Points chauds

Polémiste

Par Fouzia Mahmoudi

En France, après Dieudonné c'est aujourd'hui au tour de l'auteur Eric Zemmour de se voir privé de spectateurs après que la chaîne d'informations iTélé eut décidé de le renvoyer après ces propos polémiques sur la déportation des musulmans français. Des propos que le journaliste réfute et assure n'avoir jamais tenus. Des propos rapportés toutefois par un journal italien auquel Zemmour avait accordé un entretien et qui avaient été condamnés par de nombreuses personnalités politiques et notamment par le ministre de l'Intérieur lui-même Bernard Cazeneuve. Et si le renvoi du polémiste à aussitôt suscité l'approbation de nombreux politiques de gauche ou du centre, à l'instar de Rama Yade qui compare d'ailleurs ce dernier à Dieudonné, d'autres ont au contraire fait entendre leur voix pour critiquer la chaîne d'information. En effet, en moins de 24 heures, l'éviction par iTélé de son polémiste Eric Zemmour a engendré dans les rangs de la classe politique un vaste débat sur la liberté d'expression. De Nicolas Dupont-Aignan à Marine Le Pen en passant par Daniel Cohn-Bendit, beaucoup y voient un excès de politiquement correct et l'ont fait savoir sur Twitter où le mot-dièse #1EmissionPourZemmour est le second sujet le plus abordé sur le réseau social. Pour Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France, «la pensée unique est bien faible pour interdire Zemmour. Plus que jamais besoin de débat et de liberté en France!». Philippe de Villiers s'indigne d'une France s'étant transformée en «pays totalitaire». De son côté, Marine Le Pen a aussitôt protesté en postant sur twitter que la «censure de Zemmour par itele est détestable!». Tandis que Louis Alliot, vice-président du Front National, a annoncé sur le réseau social avoir annulé sa participation à la matinale de ITELE le 7 janvier et appelle les abonnés de Canal +, maison-mère d'I-Télé, à résilier leur abonnement. «Après l'éviction de Zemmour, je raye ITELÉ dès à présent de mes sources d'information. J'invite les démocrates à en faire de même!», ajoute-t-il. Reste à savoir désormais comment le public français qui s'est rué sur son dernier livre «Le Suicide français», le plus gros succès en librairie de l'année 2014. Car si les politiques et les médias de gauche ont rejeté Zemmour et ses idées, les Français semblent au contraire s'en sentir proches. Surtout, le polémiste trouvera certainement très vite un nouvel espace d'expression au vu du public fidèle qui le suit et qui à n'en pas douter ne voit pas d'un très bon œil la façon dont l'une de ses personnalités médiatiques est traitée. Le renvoi du journaliste pourrait ainsi être très contreproductif et renforcer ceux qui du côté de l'extrême droite assurent que leur parole est censurée et bâillonnée. La gauche, qui se réjouit de ce renvoi, et qui est déjà en mauvaise posture pour 2017 ne gagnera rien à continuer à attaquer systématiquement tous ceux qui ne partagent pas ses points de vue. Au contraire, elle risque de s'enfoncer dans l'impopularité et de perdre tout crédit aux yeux des électeurs.

F. M.

Ukraine

Moscou accuse les Occidentaux de perturber le processus de paix

Moscou a accusé hier les États-Unis et le Canada d'attiser le conflit en Ukraine avec leurs nouvelles sanctions contre les intérêts russes au moment où Kiev et les séparatistes prorusses peinent à relancer les pourparlers de paix.

«Les sanctions visent à perturber le processus politique» en Ukraine, a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères, jugeant que Washington et Ottawa soutenaient ainsi «le parti de la guerre à Kiev».

Les pourparlers à Minsk entre Kiev et les séparatistes avec la participation de la Russie et de l'OSCE ont été à maintes reprises reportés malgré la pression occidentale sur Kiev et Moscou pour avancer dans le règlement d'un conflit qui a fait plus de 4 700 morts depuis la mi-avril.

Le président Petro Porochenko qui avait affirmé cette semaine que la rencontre de Minsk se tiendrait aujourd'hui a convoqué pour 14h00 GMT hier le Conseil de sécurité nationale, mais ce sujet ne semble pas figurer à l'ordre du jour. Selon un porte-parole militai-

re ukrainien Volodymyr Poliovyi, le Conseil sera consacré «à l'approvisionnement de l'armée ukrainienne» dans la zone du conflit.

«La date (de Minsk) n'a pas été établie», a-t-il poursuivi au cours d'un point de presse.

L'un des dirigeants séparatistes, Denis Pouchiline s'est pour sa part dit favorable à la date d'aujourd'hui. «La date du 21 décembre nous arrange tout à fait», a-t-il dit, cité sur un site séparatiste.

Le principal point d'achoppement est la demande des séparatistes que Kiev reprenne le financement des zones rebelles coupé à la mi-novembre. Kiev exige en revanche que soient annulés les résultats du vote séparatiste dans les républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk le 2 novembre, qui à ses yeux ont sapé les accords de paix du 5 septembre conclus à Minsk.

En visite à Kiev vendredi, le chef de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier a estimé que tout devait être fait pour que les pourparlers de Minsk reprennent, si possible aujourd'hui.

Affaiblie depuis l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée par de lourdes sanctions occidentales qui aggravent la crise monétaire, la Russie a été frappée vendredi par de nouvelles sanctions américaines et canadiennes.

Les États-Unis ont interdit tous les échanges commerciaux en direction ou en provenance de la Crimée, a précisé le président Barack Obama au lendemain de sanctions similaires prises par l'Union européenne.

Le Canada, de son côté, a imposé vendredi des restrictions à l'exportation vers la Russie de technologies liées à l'exploration et l'extraction du pétrole en Arctique et en eau profonde, ainsi que du pétrole de schiste. Ottawa a également interdit de l'entrée sur son territoire une vingtaine de responsables politiques russes et séparatistes ukrainiens.

Le Premier ministre Stephen Harper a estimé que «le régime de Poutine avait en permanence violé l'intégrité territoriale de l'Ukraine» en ajoutant que le Canada «n'acceptera pas l'occupation illégale de la Crimée».



Nouvel album de Meriem Beldi

Une «nouba Zidane» au bonheur des mélomanes

Les mélomanes férus de musique andalouse vont apprécier la voie forte et impressionnante de l'artiste Meriem Beldi qui reprend sa carrière après dix ans d'absence. L'artiste revient en Algérie pour animer une soirée artistique au bonheur des mélomanes de cette musique ancestrale. Cette soirée sera consacrée à la présentation de son nouvel album «Nouba Zidane» qui se veut un cadeau aux fans à l'occasion du nouvel an. Avec la sortie de cet album, l'artiste compte trois CD dans sa carrière artistique, le premier en mode hawzi, le deuxième une nouba Hsine.

Ph. DR



Par Abla Selles

Après dix ans d'absence de la scène artistique, l'interprète de musique andalouse Meriem Beldi offre un joli cadeau aux mélomanes à l'occasion du nouvel an. Il s'agit d'un nouvel album intitulé «Nouba Zidane».

En effet, cet album réalisé en France n'est pas encore disponible sur le marché algérien mais le sera dans quelques jours. Afin de le présenter au public algérien, Meriem Beldi a décidé d'animer une soirée à la salle El Mouggar le 27 du mois de décembre courant. Cette soirée sera consacrée à l'interprétation des chansons du nouvel album. Accompagnée des musiciens Noureddine Aliane, Abdelhadi Boukoura ou encore Mansour Brahimi, elle reprendra des extraits du malouf constantinois, du répertoire marocain ainsi que des valse.

Meriem Beldi commencera la soirée avec un inquelab «Ahaba

qualbi», mçeder «Bi Dimami el Hawa puis derdj», «Mata nastarihou» et autres morceaux de musique andalouse. La particularité de cet album réside dans l'introduction de déclamations au mouvement de l'istikhar, comme pourra le constater le public.

Il est à noter que Meriem Beldi est une voix qui flirte avec l'andalou et le chaabi, une maîtrise scénique certaine. Elle donne au chaabi une touche de fragilité assumée. Élève de la prestigieuse association El Djazairia el Mossilia. A la classe semi supérieure, elle était l'élève de Farid Ben Sarsa. L'album qu'elle va présenter le 27 du mois courant à la salle El Mouggar est le troisième. Le premier album était en mode hawzi, quant au deuxième, Meriem Beldi a décidé d'interpréter une nouba Hsine **A.S.**

RENDEZ-VOUS culturels

Musée national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie
Jusqu'au 31 décembre :
Exposition des artistes calligraphes Taleb Mahmoud et Kour Noureddine.

Musée d'art moderne et contemporain d'Alger
Jusqu'au 31 janvier 2015 :
6^e Festival international d'art contemporain.

Palais de la culture Moufdi-Zakaria
Jusqu'au 31 janvier 2015 :
7^e édition du «Salon d'automne» des arts plastiques.

Galerie d'art Couleurs et Patrimoine
Jusqu'au 10 janvier 2015 :
Expo-vente collective sur le thème «Une palette de couleurs».

Institut français d'Alger (Alger-Centre)
Jusqu'au 23 janvier 2015 :
Exposition «L'Algérien et la Grande Guerre-Eclats de vie. Grand rendez-vous centenaire de la guerre 14/18», réalisée par les élèves du LIAD.

Musée public national du Bardo
Jusqu'au mois de mars 2015 :
Exposition «Pouvoirs des perles d'Afrique» (collection de Tonia Marek).

Centre des activités culturelles Agha
Jusqu'au 25 décembre :
Exposition de gravures sur bois «Mon amour pour la Casbah et l'art», par l'artiste Dalila Boualem.

Festival national du théâtre d'expression amazighe

Le TR Batna remporte cinq prix

Le théâtre régional de Batna (TRB) s'est particulièrement illustré lors du 6^e Festival national du théâtre d'expression amazighe en arrachant, jeudi soir à Batna, en clôture de la manifestation, cinq parmi les prix en lice.

La pièce «Ournid akid rrig» (Si tu ajoutes, j'en rajoute) du TRB, mise en scène par Faouzi Benbrahim, a été ainsi récompensée des prix du meilleur spectacle, du meilleur texte (œuvre de D' Leïla Benaïcha), de la meilleure scénographie (signée Hamza Djballah), de la meilleure musique (Hassan Laâmamra) et du 2^e prix d'interprétation masculine (Riadh Lounansa).

«Djelloul Lefhaïmi», adaptée d'un texte de Abdelkader Alloula par le TR Béjaïa, a décroché le prix de la meilleure mise en scène,

œuvre de Djamel Abdelli et de celui de la meilleure interprétation masculine (Belkacem Kaouane).

Les 2^e prix d'interprétation féminine et de la meilleure interprétation masculine prometteuse ont été respectivement décernés à Samia Bouassila et à Hassan Allane de l'association culturelle Talla pour les arts dramatiques de Tizi Ouzou.

La comédienne Samia Bounab de la coopérative «Espace bleu» de Batna s'est adjugée le prix de la meilleure interprétation féminine, tandis que le prix du jury est revenu à la coopérative théâtrale Amsdhour du village Ait Lahcen (Tizi Ouzou).

Le festival, organisé du 10 au 18 décembre, a été marqué à sa clôture par un vibrant hommage à la doyenne de la chan-

son chaouïe, Dihya, de retour au pays après 35 années d'absence. L'artiste a chanté à cette occasion son célèbre tube *Amney* (le chevalier) avant d'interpréter en duo avec Hichem Boumaâraf «*Alla dha meziane*».

Le jury du festival a recommandé de «qualifier la meilleure pièce du festival pour participer au Festival du théâtre professionnel et de l'inclure au programme des manifestations organisées à l'étranger afin de mieux faire connaître le théâtre amazigh».

Des spectacles et des concerts de musique ont été donnés sur la scène mobile du TRB, dressée sur le parvis du théâtre pendant toute la durée de ce festival qualifié de «haute facture» par de nombreux participants.

L.B.

Salon national des arts plastiques à Adrar

Le rôle des artistes dans la transmission des épopées décliné

Une trentaine de plasticiens de différentes régions du pays ont, par la vigueur de leur pinceau, mis en exergue les épopées de la glorieuse guerre de Libération nationale, lors de la 4^e édition du Salon national des arts plastiques, ouverte mercredi à la maison de la culture d'Adrar.

Cette manifestation artistique, qui entre dans le cadre des festivités commémoratives du 60^e anniversaire du déclenchement de la révolution du 1^{er} Novembre 1954, est placée sous le signe «60 ans, art et couleurs», a indiqué le directeur de la culture d'Adrar.

Cette édition vise, entre autres objectifs, selon Abdelkrim Ouenza, à valoriser la mission des plasticiens soucieux de transmettre avec art et sensibilité des épopées de la

guerre de Libération nationale, des bravoures et sacrifices des moudjahidine et chouhada, et de créer également un espace d'échange d'expériences artistiques entre participants.

Cette édition, marquée par la richesse des toiles reflétant la diversité de styles et de tendances artistiques, est marquée par la présence, en tant qu'invité d'honneur, du plasticien irakien Djâafar Abderrahmane El-Kinani.

Approché par l'APS, El-Kinani a qualifié ce salon de «fête des Beaux-Arts», ajoutant que «l'art plastique en Algérie est ouvert sur celui mondial».

Ce salon, qui a drainé un public nombreux venu découvrir la beauté des toiles, a donné lieu à l'organisation d'un atelier

ouvert au libre pinceau où des artistes peintres ont donné libre cours à leur imagination pour interpréter avec sensibilité les choses de la vie dans des tableaux et aquarelles d'une rare beauté.

L'artiste peintre Benabdallah Mohamed, venu de Tamanrasset, a, dans son œuvre, mis en relief les conditions de vie des Touareg dans leur rude milieu saharien, alors que des tableaux de la plasticienne Hadjar Shadia, de la wilaya de Sétif, c'est toute sa fibre émotionnelle qui met en avant son attachement et son amour à la vie saharienne, à ses us et traditions.

Le programme de cette manifestation de quatre jours prévoit des communications sur les arts plastiques et autres activités littéraires et artistiques. **F.H.**

Coup-franc direct



Ces joueurs pointés du doigt

Par Anouar M.

Les présidents de club n'y vont pas avec le dos de la cuillère quand il s'agit de critiquer les joueurs après une défaite. En effet, et à chaque contre-performance ils trouvent tout de suite le bouc émissaire à sacrifier en indiquant que certains joueurs ne respectent pas les principes du professionnalisme et n'ont pas d'hygiène de vie, eux qui ne récupèrent généralement pas bien et se laissent aller dans des soirées et des virées. La déclaration du président de l'ASO laisse croire que ce dernier savait que certains de ses joueurs avaient pour habitude de prendre du bon temps et de ne pas se soigner comme il se doit, mais pourquoi donc a-t-il laissé faire et n'a fait cette révélation qu'après une défaite ? Le président et tous les dirigeants qui accusent leurs joueurs sont donc responsables de cette situation et doivent aussi se remettre en question et ne pas attendre que ce genre d'incidents soit mis sur la place publique pour prendre les devants et décider des mesures à prendre. Les responsables de certains clubs devraient faire le ménage dans leurs équipes avant que les choses ne se compliquent pour eux et se mettent, ainsi à lancer de graves accusations qui ne font qu'envenimer la situation.

A. M.

Classement Fifa (Dames) L'EN 77^e mondiale et 7^e africaine au mois de décembre

La sélection nationale algérienne (Dames) de football occupe la 77^e (-2) place au classement du mois de décembre de la Fédération internationale de football (Fifa), publié vendredi par l'instance dirigeante du football mondial. L'Algérie totalise 1321 points qui la place à la 7^e position au niveau africain, dominé par le Nigeria (32^e mondial/avec un total de 1639pts). Le Ghana, 50^e mondial avec 1459 pts, talonne de près le Nigeria au niveau africain. Le Cameroun (52^e mondial) vient en 3^e position avec un total de 1454 pts, suivi de la Guinée équatoriale (54^e mondial et 5^e africain) avec 1425 pts. L'Afrique du Sud pointe à la 6^e place au niveau continental (60^e/1405 pts). Lors de la dernière Coupe d'Afrique

des nations CAN-2014 disputée en Namibie, les Algériennes ont été éliminées dès le premier tour de la compétition avec un bilan d'une victoire face au Ghana (1-0), et deux défaites face au Cameroun (2-0) et l'Afrique du Sud (5-1). Dans le haut du classement, l'Allemagne a pris la première place du classement que les Etats-Unis occupaient sans discontinuer depuis mars 2008. Le podium a connu un autre changement avec la France qui en a délogé le Japon champion du monde pour occuper le meilleur classement de son histoire (3^e). Le prochain classement féminin de Fédération internationale de football (Fifa) sera publié le 27 mars prochain, selon le site de l'instance.

Lyon

Benzia indisponible plusieurs semaines

Le jeune attaquant de l'OL, Yassine Benzia, sera indisponible plusieurs semaines suite à la sérieuse blessure contractée mercredi, en coupe de la Ligue de France face à l'AS Monaco (1-1 AP / l'ASM qualifié aux TAB) a annoncé vendredi le club rhodanien. Le joueur d'origine algérienne souffre d'une entorse à la cheville ayant nécessité la pause immédiate d'un plâtre, qu'il devra garder «au moins deux semaines», selon les propres dires de Benzia au journal «Le Progrès» avant de «passer une nouvelle IRM (ndlr, imagerie par résonance magnétique) pour être fixé» sur la durée exacte de son indisponibilité. Une blessure qui intervient au pire moment pour ce jeune lyonnais, car venant tout juste de reconquérir l'estime de son entraîneur Hubert Fournier, qui l'avait titularisé au cours des trois précédents matchs. Une confiance dont Benzia s'était montré à la hauteur, en inscrivant deux buts et en pesant énormément sur les défenseurs des équipes adverses.



Boxe

Dahou conserve son titre mondial «Espoirs»

Le boxeur algérien Djamel Dahou a conservé, vendredi soir à Bordj Bou Arréridj, son titre mondial «Espoirs» de la catégorie des Welters face au mexicain Daniel Valenzuela, battu par K.O au premier round. Il ne fallait surtout pas arriver en retard dans la salle du complexe du 20-Août 1955 puisque



américain du match à déclarer l'algérien vainqueur dans une ambiance marquée par une immense ferveur populaire. La première «explosion» du nombreux public qui a pu accéder à la salle avait retenti dès la montée sur le ring de Djamel Dahou, portant les emblèmes algérien et palestinien et arborant un short aux couleurs palestiniennes. Cette victoire est la onzième avant la limite de l'enfant de Tiaret qui aura gagné les treize combats professionnels qu'il a disputés.

Ligue 1 (14^e journée)/Matches avancés Les Rouge et Noir surpris, le NAHD revient de loin

Le leader de la L1 professionnelle, l'USM Alger a été surpris à domicile par l'ASM Oran qui l'a battu sur le score de (2/1) mettant fin à sa belle série enregistrée jusqu'à présent. Les Rouge et Noir qui pensaient, sans doute, que leur mission serait facile face à cet adversaire qui souffre en bas du tableau ont dû déchanter face à cette formation qui était venue à Alger pour enregistrer un résultat probant.

Anouar M.



Les Algérois ont été battus logiquement par l'ASMO

Dida se hissent, en effet, à la 8^e place, avec 18 unités. «Notre équipe a toujours pratiqué un football plaisant, avec un fond de jeu et une très bonne organisation tactique sur le terrain. Tout ce qui nous manquait, c'est un peu plus de réussite devant et à force de travailler, nous avons fini par devenir plus efficaces, comme le prouve notre victoire en déplacement contre l'USMA» a expliqué le coach Djamel Benchadli dans une déclaration à la Radio nationale.

Un succès retentissant face au champion sortant, qui selon la même source «devrait redonner confiance à l'ASMO et l'aider à mieux faire face aux échéances à venir». A propos des objectifs du club, Benchadli a affirmé que c'est «le maintien qui

reste la priorité du club pour la saison en cours, en ajoutant que le club assémiériste fera de son mieux pour l'assurer le plus tôt possible» pour se mettre à l'abri d'une éventuelle mauvaise surprise.

Pour sa part, le NAHD est revenu de loin dans l'autre match avancé programmé pour vendredi en inscrivant le but de la victoire à la 91' par Metref, alors que les Chélifiens ont bien tenu durant les 90' de la rencontre laissant l'impression qu'ils pouvaient revenir avec le point du nul.

Les Sang et Or ajoutent trois précieux points dans leur escarcelle qui leur permettent d'entrevoir l'avenir avec de meilleurs auspices.

A. M.

Ligue 2 Mobilis (14^e Journée)

Un trio en tête, l'AB Merouana gagne enfin

L'US Chaouia et la JSM Béjaïa ont rejoint provisoirement l'USM Blida en tête de classement du Championnat d'Algérie de Ligue 2 Mobilis de football grâce à leurs victoires contre respectivement l'USMM Hadjout et le RC Relizane (1-0) vendredi lors de la 14^e journée, marquée également par le deuxième succès de la saison de l'AB Merouana.

La JSM Béjaïa sans entraîneur en chef depuis le départ de Mustapha Heddane, a renoué avec la victoire en Championnat en s'imposant non sans mal contre le RC Relizane sur une réalisation de Zeghli (11').

Une précieuse victoire pour les partenaires de Sid Ali Yahia-Chérif une semaine après leur qualification contre le CABBA (5-4) en Coupe d'Algérie. De son côté, l'US Chaouia a disposé difficilement de l'USMM Hadjout dans un match intense. Les hommes de Moussa Bezzaz ont marqué l'unique but de la rencontre par Goumidi à la 38^e minute.

L'USM Blida pourrait reprendre seul son fauteuil de leader à condition de réaliser un bon résultat contre l'O Médéa, un autre prétendant à l'accession dans le derby de la Mitidja prévu samedi.

En revanche, l'ex-leader, le MC Saïda, a essuyé un nouveau revers à domicile en concédant le nul sur sa pelouse devant l'AS Khroub (0-0) laissant passer ainsi une belle occasion de renouer avec le succès



après deux contre-performances.

Les hommes de Abderrahmane Mehdaoui reculent à la quatrième place à une longueur du trio de tête.

Dans le bas de classement, la bonne opération est à mettre à l'actif de la lanterne rouge l'AB Merouana qui a enregistré sa deuxième victoire de la saison à l'occasion de la réception du DRB Tadjanet (2-0) grâce à deux réalisations de Lablalta (32') et Khaoua (48').

A la faveur de ce succès, l'ABM revient à deux longueurs de l'avant-dernier l'USMM Hadjout de nouveau battu par l'USC.

L'autre bonne opération est réalisée par l'ESM Koléa de Mohamed Mekhazni qui ont difficilement battu le CA Batna (1-0) grâce à un but de Ladrââ à vingt minutes de la fin. Les deux derniers matches de la journée se dérouleront samedi : OMédéa-USMBlida et CRB Aïn Fekroun - WA Tlemcen.

Résultats et classement

ABS-CABBA	1-0
USC-USMMH	1-0
ESMK-AB	1-0
MCS-ASK	0-0
JSMB-RCR	1-0
ABM-DRBT	2-0

	Pts	J
1. USM Blida	23	13
— US Chaouia	23	14
— JSM Béjaïa	23	14
4. MC Saïda	22	14
5. WA Tlemcen	21	13
— RC Relizane	21	14
7. O.Médéa	20	13
— DRB Tadjanet	20	14
9. CRB Aïn Fekroun	19	13
10. A Boussaâda	18	14
11. CABBA	17	14
— CA Batna	17	14
— AS Khroub	17	14
14. ESM Koléa	16	14
15. USMM Hadjout	12	14
16. AB Merouana	10	14

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Point d'ordre

Sahara occidental : la neutralité bien ordonnée

Par Nazim Rochd

Le Makhzen peut s'estimer heureux, d'une certaine bienpensance algérienne. Il y a quelques mois, un appel avait été lancé qui renvoyait dos à dos l'Algérie et le Maroc et qui réduisait la tension entre les deux pays à une question de rivalités entre dirigeants. Au bout du compte, l'occupation ignominieuse et criminelle du Sahara occidental passera aux comptes des pertes et profits et l'Algérie devra céder sur toute la ligne, sur ses principes fondamentaux, depuis qu'elle les a faits siens, au regard de sa lutte de libération nationale. Elle devra s'aligner sur la politique expansionniste du royaume chérifien, sur le jeu machiavélique des Etats-Unis et de la France et accepter l'arrogance d'une monarchie, qui n'hésite pas à revendiquer des territoires algériens. Tout bon pour le colonialiste au petit pied, se fera l'ouverture des frontières et l'abandon du soutien au Front Polisario, sans préjudice de l'affaiblissement de la position algérienne au profit d'une tête de pont assumée de la Francophonie. Ainsi, se multiplient, au nom d'un apaisement et d'un évitement d'une guerre probable (rien que ça !), des interventions qui entretiennent une savante ambiguïté sur les causes réelles du froid qui sévit aux frontières ouest. Le Makhzen en est fort aise, il trône au-dessus de tout, il n'a rien à se reprocher que d'avoir de rôle de «frère ennemi», somme toute véniel, par rapport à sa volonté d'amener le pouvoir algérien à lui signer un quitus contre le Polisario et les Sahraouis. Il doit le faire pour

répondre aux appels à la raison, peut-on lire. Sans qu'en fait soit définie ladite raison. Loin s'en faut. Alors vient à l'esprit ce que ce hacker marocain a publié comme documents classifiés. Surtout sur l'investissement médiatique, sur ces plumes achetées pour soutenir le Makhzen dans son œuvre de diabolisation de l'Algérie. Vincent Hervouet, journaliste à LCI et ancien président de l'association de la presse diplomatique française, José Garçon, ancienne journaliste de *Libération*, Mireille Duteil et Dominique Lagarde, respectivement rédactrices en chef du *Point* et de *L'Express*, à l'époque (retraitées depuis), ont été démasqués. Pour seule défense, ils nient avoir été payés par les services marocains, et ont expliqué qu'ils écrivaient leurs billets gratuitement, pour rendre service à celui qu'ils présentaient comme un «copain», nous dit le journaliste Jean-Marc Manach qui a authentifié leurs messages. «L'information est accablante pour quatre grands médias français, dont les journalistes ont ainsi travaillé en étant stipendiés par une puissance étrangère», peut-on lire sur rue89, dont l'article ne doute pas de la véracité des faits reprochés. Qu'en est-il de ce qui n'est pas révélé ? La liste doit être plus longue qu'il n'y paraît. De là à humer l'argent makhzénien dans tout ce qui verse dans sa stratégie, il n'y a pas trop d'efforts à développer. L'intoxication semble d'ailleurs avoir fait son chemin dans l'esprit de certaines bonnes âmes du journalisme, qui se mobilisent angéliquement pour défendre la «paix» alaouite.

N. R.

Réunion de l'OPAEP

Yousfi se rend à Abou Dhabi

LE MINISTRE de l'Energie, Youcef Yousfi, s'est rendu à Abou Dhabi (Emirats arabes unis) pour participer aux travaux de la 92^e session de la réunion ministérielle de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (Opaep) prévue pour aujourd'hui, a indiqué hier un communiqué du ministère. Lors de cette réunion, les pays membres de l'Opaep examineront l'évolution du marché pétrolier international, les questions organisationnelles ainsi que l'évaluation des activités de cette organisation et celles des compagnies arabes des hydrocarbures. Cette rencontre se tient dans un contexte de dégringolade des cours mondiaux de pétrole depuis l'été dernier, atteignant son plus bas niveau depuis cinq ans en s'établissant à moins de 60 dollars durant la semaine dernière. Ce recul s'est accru après la décision de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) de maintenir son plafond de production à 30 millions de barils par jour (mbj) durant les six prochains mois.

APS

JOURNÉE SANS ACHAT



Djalou@hotmail.com

Boumerdès

Arrestation d'un faussaire subsaharien

■ Le ressortissant béninois qui se faisait passer pour un homme d'affaires a sollicité son ami algérien, en l'occurrence Z.A, pour l'accueillir en Algérie et entreprendre des démarches afin d'obtenir un visa d'entrée en vue d'un investissement.

Par A. Kicheni

Un ressortissant africain qui se faisait passer pour un homme d'affaires voulant investir en Algérie a été arrêté récemment dans un hôtel de la ville de Boumerdès par les éléments de la brigade de recherche et d'investigation (BRI), indique un communiqué de la direction de la sûreté de wilaya.

En effet, c'est à travers plusieurs conversations que deux facebookers, un Algérien et un Béninois, ont lié amitié. L'Africain qui se faisait passer pour un homme d'affaires a sollicité son

ami algérien, en l'occurrence Z.A, pour l'accueillir en Algérie et entreprendre des démarches pour l'obtention d'un visa d'entrée en vue d'un investissement. Une demande que notre concitoyen ne pouvait refuser. Une chambre lui a été réservée dans un hôtel de luxe à Boumerdès. A son arrivée en Algérie, l'Africain lui a remis deux faux billets de 100 dollars, tout en lui montrant la manière d'imprimer les billets ainsi que des équipements sophistiqués, dont un détecteur de faux billets, avant de lui proposer la somme de 55 000 euros pour lui commander ces équipements qui peuvent lui rap-

porter le double de la somme investie. Devant cet état de fait, Z.A a informé les services de sécurité. A partir de ces informations, les éléments de la police judiciaire, en vertu d'un mandat de perquisition délivré par le procureur du tribunal de Boumerdès territorialement compétent, ont procédé à une perquisition de la chambre d'hôtel où de faux billets de 100 dollars ont été retrouvés. En état d'arrestation, le faussaire africain a reconnu les faits au cours de l'interrogatoire.

Déferé au parquet, le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt au centre de rééducation de Tidjelabine sur instruction du procureur de la République près le tribunal de Boumerdès pour les chefs d'inculpation d'escroquerie et tentative de mise en service de faux billets de banque sur le territoire national.

A. K.

Trois terroristes abattus

Dans le cadre de la lutte anti-terroriste, et grâce à l'exploitation efficace d'informations, un détachement des forces de l'Armée Nationale Populaire relevant du Secteur Opérationnel de Boumerdès/1^{ère} Région Militaire a abattu, Samedi 20 décembre 2014 à 09heures, suite à une opération de ratissage près de la commune de Sidi Daoud Daïra de Dellys, trois terroristes dont

un dangereux criminel recherché depuis 1995, et a récupéré deux fusils automatiques de type Kalachnikov, un pistolet de type Beretta, une quantité importante de munitions, trois paires de jumelles, sept téléphones portables, en plus d'un lot d'explosifs et d'autres objets détruits sur place.

R. N.

Qatar - Tour cycliste d'Al-Zubarah (2^e étape)

Azzedine Laagab garde le maillot jaune

LE CYCLISTE algérien, Azzedine Laagab, a gardé le maillot jaune du Tour international d'Al-Zubarah au Qatar, à l'issue de la deuxième étape disputée vendredi dans la ville de Madinat Al-Shamal. L'Algérien, qui a pris la 4^e place de la 2^e étape courue sur une distance de 116 kilomètres en 2h 45min 22sec, est en tête du classement général avec un temps de 5h 35min 51sec. Lors de la première étape courue jeudi entre la ville de Madinat Al-Kaaban et celle de Dukhan, Laagab avait pris la première place à l'issue des 120 km de course en réalisant un temps de 2h 45min 19sec. Six cou-

reurs de la sélection algérienne de cyclisme (seniors) prennent part à la 2^e édition du Tour international cycliste d'Al-Zubarah au Qatar en présence des meilleures équipes nationales ainsi que des formations professionnelles de cyclisme. La participation algérienne à cette édition servira de préparation aux championnats d'Afrique sur route et sur piste, prévus le mois de février prochain en Afrique du Sud. Pour rappel, la précédente édition du Tour d'Al-Zubarah a été remportée par le coureur émirati Youssef Mirza Bani-Hammed.

Racim S.

Deux dealers placés sous mandat de dépôt

Agissant sur renseignements, les gendarmes de la section de recherche du groupement de la Gendarmerie nationale de Boumerdès ont interpellé deux individus au village de Zaatra, à quelques encablures au sud du chef-lieu communal Zemmouri. Les fouilles ont permis aux gendarmes de trouver une quantité de 500 g de drogue «résine de cannabis» destinée à la vente dans le milieu juvénile. Soumis à des interrogatoires, les mis en cause ont reconnu les faits.

Les deux dealers ont été présentés au parquet et incarcérés au centre de rééducation de Tidjelabine par le procureur de la République près le tribunal de Boumerdès pour les chefs d'inculpation de détention et commerce illicite de produits prohibés.

A. K.